

Cuba dénonce le silence complice de Washington au sujet de l'attaque terroriste contre le siège de l'ambassade cubaine aux USA



Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a sommé les autorités étasunienne de mener une enquête poussée sur les liens entre l'individu qui a tiré une trentaine de coups de feu contre le siège de l'ambassade de Cuba à Washington, le 30 avril dernier, et les secteurs anti-cubains les plus réactionnaires de Miami. Voici la transcription de la visioconférence qu'il a donnée mardi, le 12 mai 2020.

Je remercie tous ceux qui, de chez eux, suivent cette conférence de presse à Cuba ou dans d'autres pays, et je réitère l'invitation habituelle : « Restez chez vous ».

Comme le sait notre peuple, une attaque à main armée contre l'ambassade de Cuba aux Etats-Unis a été perpétrée le 30 avril dernier, à 2 h 05 du matin.

L'auteur en est Alexander Alazo Baró, que vous pouvez voir sur l'écran, une personne d'origine cubaine vivant aux USA depuis 2010.

Nous avons déjà fait l'éloge du professionnalisme avec lequel les forces de police locales et des services secrets ont agi sans retard après l'attaque. N'empêche que le département d'État a mis quasiment cinq jours à entrer en contact avec les autorités cubaines et émettre une vague communication officielle sur ce grave événement.

Le département d'État et l'administration étasunienne ont choisi malheureusement de faire le silence sur cette grave attaque terroriste : à ce jour, ils n'ont émis aucune déclaration publique pour condamner ce fait et pour dénoncer un acte terroriste. Compte tenu la gravité de la situation, je tiens à dénoncer le silence complice de l'administration étasunienne.

Comme le montrent ces images de vidéo, l'attaquant s'est approché de l'ambassade, a proféré des insultes, a lancé contre la grille un drapeau cubain souillé de plusieurs phrases incohérentes et auquel il a tenté ensuite de mettre le feu avec de l'essence.

Puis, comme on peut le constater sur cette vidéo, il a déchargé ensuite sur l'ambassade, située en pleine capitale des USA, à quelques rues de la Maison-Blanche, son fusil d'assaut semi-automatique. Cet individu a voyagé avec cette arme et ses munitions depuis l'État de Pennsylvanie. Son intention était de tirer sur tout ce qui bougeait, y compris des êtres humains si ceux-ci avaient été dans sa ligne de feu. Selon ses aveux, il a agi dans l'intention de tuer.

Je tiens à signaler qu'au moment où il a tiré un total de trente-deux balles, dix fonctionnaires se trouvaient dans l'ambassade cubaine.

Une question se pose : quelles sont donc les raisons pour lesquelles l'administration étasunienne garde le silence, refusant d'informer l'opinion publique et de lancer des messages de dissuasion face à un acte de ce genre, comme elle en a l'obligation légale en tant que pays hôte de notre siège diplomatique ?

Car il s'agit bel et bien d'un acte terroriste, d'un acte commis contre notre siège diplomatique à Washington. Mais on ne peut l'analyser que comme résultat direct de la politique de l'administration étasunienne contre Cuba, de son discours agressif, de son discours haineux, ainsi que de l'incitation permanente à la violence de la part d'hommes politiques étasuniens et de groupes extrémistes qui ont fait de l'attaque contre Cuba un mode de vie.

On sait qu'Alazo Baró a planifié son attentat assez à l'avance, qu'il a exploré les lieux environ deux semaines avant.

Au moment de son agression, il s'est présenté comme partisan du président des Etats-Unis (on peut le constater par ce qu'il a écrit sur le drapeau cubain profané) et il s'est drapé dans le drapeau des USA ; par ailleurs, il n'a offert aucune résistance au moment de son arrestation, comme on a pu le voir sur la vidéo.

Dans les documents légaux rendus publics, on apprend que, selon son femme, Alazo Baró est entré dans un hôpital où il a sûrement exprimé ses sentiments et son délire de persécution selon lequel il est la cible de prétendus groupes criminels cubains ou du gouvernement cubain lui-même, puis il s'est rendu dans plusieurs agences responsables de l'application des lois, autrement dit plusieurs agences de sécurité nationale des Etats-Unis, pour y formuler des accusations contre notre gouvernement et affirmer que celui-ci prétendait l'assassiner.

L'administration étasunienne doit dire quelle suite elle a donnée à ces accusations d'Alazo Baró ou comment elle a agi face à un individu ayant ces caractéristiques et ces antécédents qui formule devant les agences responsables de l'application des lois des accusations de cette nature contre un pays ayant

un siège diplomatique aux Etats-Unis.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'administration étasunienne a fait preuve de négligence en n'agissant pas face à des informations de ce genre.

En effet, Alazo Baró a visité des agences responsables de l'application des lois, il détenait un permis de port d'arme, il possédait un pistolet Glock, il s'est doté avant l'attaque d'un fusil AK-47 et deux semaines avant, comme je l'ai dit, il s'est rendu sur les lieux pour reconnaître le terrain devant l'ambassade.

L'administration étasunienne a clairement failli à son obligation de prévenir cette attaque au sujet de laquelle elle avait reçu des indices suffisants.

Dans les documents légaux en rapport avec son arrestation, il est affirmé qu'Alazo Baró souffre de troubles mentaux pour lesquels il a avoué prendre des médicaments. Mais ces mêmes documents font savoir qu'on a découvert dans sa voiture un sachet de poudre blanche qui s'est avérée de la cocaïne.

On sait aussi qu'Alazo Baró avait des problèmes économiques, qu'il avait perdu une petite affaire et qu'il était sans emploi au moment de l'attaque. Selon des déclarations de son épouse, le couple a dû même vivre dans la voiture durant certaines périodes, parce qu'il était à la rue.

Et pourtant, je l'ai dit, cet individu était autorisé à porter une arme et avait un permis de conduire. Comment, alors qu'elle disposait de toute évidence de ces antécédents, l'administration étasunienne a-t-elle permis à cet individu d'agir d'une manière préméditée, dans l'intention d'attaquer et de tuer ? Il incombe aussi à l'administration étasunienne de mener une enquête exhaustive pour découvrir l'origine de l'argent qu'il a utilisé dans ce but.

Toujours selon ces mêmes documents légaux, Alazo Baró a agi par haine de Cuba et par crainte d'agression de la part de prétendus groupes criminels cubains dont tout le monde sait qu'ils n'existent pas. Il n'existe à Cuba ni organisations criminelles ni criminalité organisée. L'administration étasunienne le sait, tout le monde le sait.

Alazo Baró a passé son enfance et sa jeunesse à Cuba, il a toujours eu une conduite sociale absolument normale, il avait des tendances religieuses et il s'est consacré au pastorat durant son étape professionnelle. Il a fait son service militaire tout à fait normalement, sans le moindre problème et sans qu'on puisse relever un seul fait intéressant.

En 2003, Alazo Baró s'est rendu au Mexique doté d'un visa religieux et il s'y est installé, après avoir épousé une Mexicaine ayant la même vocation que lui. Il a vécu au Mexique pendant plusieurs années, maintenant des relations normales avec Cuba où il s'est rendu à huit reprises, la dernière fois en 2015. Il avait donc des relations de la même nature que celles qu'ont les Cubains vivant à l'étranger.

Je rappelle que durant les années normales, autrement dit avant la recrudescence des mesures de blocus et de restriction des voyages de Cubains dans l'île, plus de six cent mille Cubains se rendaient tous les ans à Cuba. Bref, dans le cadre des relations normales de notre pays avec les Cubains vivant à l'étranger, dans un cadre de volonté de réunification familiale, de facilités de voyages et de droit de voyager, Alazo Baró a visité notre pays fréquemment, la dernière fois en 2015.

Durant cette période, il a eu des contacts réguliers avec le consulat cubain qui lui a prêté les services habituels. Bref, Alazo Baró n'a jamais eu de problèmes avec Cuba ni quand il vivait à Cuba ni, avec son pays d'origine, quand il vivait à l'étranger...

Je me pose une question – et je la pose à l'administration étasunienne : comment un individu ayant une conduite normale, religieuse, pacifique, peut-il se transformer en quelqu'un qui a des problèmes mentaux, qui, sans grandes ressources économiques, entre en possession d'un fusil d'assaut, voyage d'un État à

l'autre de l'Union, et commet une agression armée contre un siège diplomatique dans la capitale de cette nation ?

Alazo Baró s'est installé aux Etats-Unis en 2010, donc avant ses derniers voyages à Cuba, d'abord à Miami, puis au Texas, et ensuite en Pennsylvanie, et peut-être ailleurs. L'administration étasunienne a l'obligation d'enquêter à fond, d'une manière précise, sur les liens, sur les connexions d'Alazo Baró avec des groupes et des individus aux USA bien connus pour leurs manifestations de haine, d'incitation à la violence, voire de terrorisme contre Cuba.

Je tiens à faire savoir d'une manière absolument responsable que, durant son séjour à Miami, Alazo Baró s'est associé à un centre religieux appelé Doral Jesus Worship Center – Centre de culte à Jésus de Doral – à Miami Dade, où se réunissent régulièrement des individus bien connus pour leur attitude favorable à l'agression, à l'hostilité, à la violence et à l'extrémisme contre Cuba. Dans ce centre, Alazo Baró est entré en contact avec cette personne [il indique la vidéo], le pasteur Frank López, qu'il suivait constamment sur Facebook.

Le pasteur López a des rapports étroits avec des personnages comme le sénateur Marco Rubio, avec un Vénézuélien – vous venez de le voir – nommé Carlos Vecchio et avec des individus, dont le représentant Diaz-Balart, bien connus pour leur extrémisme contre Cuba et qui fomentent l'agression contre notre pays.

Curieusement, le vice-président des USA s'est rendu récemment dans cette église ; mais avant, le 1er février 2019, il y avait prononcé un discours carrément hostile contre Cuba, méprisant et menaçant envers l'Amérique latine.

Parmi les gens auxquels Alazo Baró s'est associé étroitement dans cette église, on trouve quelqu'un d'origine cubaine, Leandro Pérez, qui, sur son mur de Facebook, comme vous avez pu le voir, se dit un ami proche du tireur qu'il dit connaître et apprécier.

Leandro Pérez est connu pour inciter publiquement sur les réseaux sociaux à un magnicide à Cuba. Il a lancé des appels à des actions violentes contre Raúl Castro Ruz et le président Miguel Díaz-Canel Bermúdez. Il suffit de réviser ses comptes sur les réseaux sociaux pour trouver des appels comme celui que vous voyez sur l'écran, où il appelle à attaquer avec des drones des endroits officiels de La Havane.

Le 5 février dernier, il a utilisé Facebook pour faire savoir qu'il avait des drones prêts qu'il utiliserait pour nous attaquer. Il a aussi utilisé les réseaux et ses contacts pour demander de l'aide en faveur du terroriste qui apparaît sur l'écran, autrement dit Ramón Saúl Sánchez, qui, pour sa violation systématique des lois étasuniennes, a fait l'objet d'un mandat de déportation jamais exécuté à ce jour. Les liens de Saúl Sánchez avec le terrorisme contre Cuba sont de notoriété publique.

Alazo Baró possède ce mur-ci sur Facebook, où il se fait appeler Hamilton Alexander, un personnage historique. Il y partage les messages d'un individu – vous le voyez sur l'écran – qui fomente des chansons de style et de contenu marginaux, remplies d'incitations déclarées à des actions violentes contre des fonctionnaires diplomatiques, justement aux USA.

Vous pouvez voir sur ce mur des liens avec les auteurs des profanations réalisées voilà quelques mois contre des bustes ou des sculptures de José Martí, pour offenser notre nation. Vous pouvez vérifier cette information en ce moment-même en entrant sur ces comptes et ces murs.

Je somme l'administration étasunienne de dire ce qu'elle sait de ces liens, ce qu'elle sait des contacts et de l'admiration réciproque entre Alazo Baró et des individus appartenant à des groupes qui la suivent et l'appuient, mais qui incitent aussi d'une manière constante à la violence et à la haine contre Cuba.

L'administration étasunienne a l'obligation d'enquêter sur l'influence que les idées et l'action agressive contre Cuba fomentées au Doral Jesus Worship Center, de Miami, ont pu avoir sur la conduite d'Alazo Baró, quel rôle ont pu jouer les individus que j'ai nommés sur sa décision d'ouvrir le feu contre l'ambassade cubaine.

Le silence complice de l'administration étasunienne est suspect, car on sait que ses services responsables de l'application des lois surveillent constamment, d'une manière précise, les groupes violents qui, non seulement agissent contre Cuba, mais s'en vantent.

On est en droit de demander à monsieur le secrétaire d'État, Mike Pompeo, ce qu'il sait de ces affaires, et pourquoi, alors qu'il n'arrête pas de se prononcer sur Cuba, il n'a pas dit un traître mot de cette attaque.

Il est regrettable que le secrétaire d'État, tout en se taisant sur l'attaque terroriste, ne cesse de faire des déclarations sur Cuba, d'attaquer quasiment tous les jours la coopération médicale internationale de Cuba, de calomnier nos médecins qui travaillent dans d'autres pays, même en pleine pandémie du Covid-19. Son secrétaire adjoint n'a rien à lui envier dans ce domaine : lui publie sans vergogne et jour après jour des mensonges pour discréditer le travail, le dévouement et l'éthique des personnels de santé cubains, comme vous avez pu le voir sur son compte.

Il est très difficile de séparer l'action d'Alazo Baró du discours que les fonctionnaires de l'administration étasunienne ne cessent de tenir contre Cuba, contre notre coopération médicale, un discours qui incite à la violence contre le personnel médical cubain, un discours qui ne cesse d'attaquer l'activité diplomatique de notre pays.

Quand on voit un gouvernement appliquer une politique génocidaire, estimer légitime de punir tout un peuple parce qu'il a décidé d'être libre, appliquer un blocus économique, commercial et financier qui constitue, aux termes de la Convention correspondante, un crime de génocide, quand on voit un gouvernement juger acceptable d'attaquer les familles cubaines, on est en droit de se demander quelles relations existent entre ces politiques et l'acte que nous dénonçons.

J'affirme que cette attaque contre l'ambassade cubaine, de nature terroriste, est le résultat direct d'une politique officielle d'incitation à la haine et à la violence contre mon pays !

Quiconque écoute les déclarations et les mensonges constants du département d'État et du secrétaire d'État en personne ne pourra que conclure qu'il y a là un appel permanent à la vengeance et à la haine contre Cuba.

Nous avons par ailleurs d'autres preuves de la participation de fonctionnaires étasuniens aux actions violentes qui ont éclaté contre les coopérants de la santé cubains en Bolivie, à l'occasion du coup d'État récent. Nous avons présenté au moment opportun des photos confirmant la participation d'agents étasuniens et de véhicules à immatriculation diplomatique étasunienne aux actes de harcèlement et de violence contre des médecins cubains à La Paz.

Quelqu'un qui suit la ligne agressive et hostile que l'administration étasunienne ne cesse de prôner et de pratiquer peut se sentir stimulé à commettre des actes violents.

Quelqu'un qui est en accord avec les messages de haine et de violence contre Cuba que des personnages officiels et des groupes violents aux Etats-Unis ne cessent de fomenter, jour après jour, à la radio, à la télévision et sur les réseaux sociaux peut en conclure qu'il sera appuyé s'il commet des actes comme celui du 30 avril.

Si l'action d'Alazo Baró a été motivée par la haine, alors on peut dire que c'est une haine encouragée par le discours agressif de l'administration étasunienne, des politiciens et des groupements qui vivent de l'hostilité contre Cuba, qu'elle est le résultat de la promotion de la violence à laquelle poussent différents

groupes, notamment à Miami.

Le gouvernement cubain attend les résultats d'une investigation exhaustive et profonde concernant cette attaque terroriste. On verra bien si l'administration étasunienne trouve une explication plausible aux liens d'Alazo Baró avec les groupes extrémistes et violents dont j'ai parlé, et comment elle explique la relation indubitable entre ces liens, ces actes et l'attaque à notre mission diplomatique.

Observez ces images – dont nous attendons que l'administration étasunienne les explique à un moment donné – de personnes qui, quelques heures à peine après l'attaque terroriste, s'approchent de l'ambassade et en prennent des photos : ce sont Yoaxis Marcheco Suárez et Mario Félix Leonard Barrós, notoirement connus pour leur conduite agressive et leur participation à des actes de harcèlement contre l'ambassade et les diplomates de Cuba.

Je viens de poser plusieurs questions au secrétaire d'État Mike Pompeo. À vous maintenant, monsieur le secrétaire, de donner des réponses au peuple étasunien, au peuple cubain et à l'opinion publique internationale au sujet de ces graves faits et des preuves irréfutables que je viens d'apporter.

Nul ne peut oublier l'histoire de terrorisme cruelle et prolongée qu'ont vécue les missions diplomatiques de Cuba et leurs fonctionnaires aux États-Unis. Le service extérieur de la République de Cuba dénombre onze diplomates assassinés par des groupes terroristes, dont l'un, en 1980, à Quinns, dans une avenue du centre de New York. L'assassinat de l'ancien ministre chilien des Affaires étrangères, Orlando Letelier, en plein Washington, fait aussi partie de cette histoire.

Bien des preuves concernant l'attaque terroriste contre l'ambassade cubaine sont publiques, mais pas toutes, et elles ne sont pas les seules : on trouve de nombreuses informations sur les réseaux et sur d'autres médias publics.

L'administration étasunienne, je le répète, a choisi de se taire, de ne pas dénoncer, de pas condamner, de ne pas rejeter un acte terroriste commis contre un siège diplomatique à Washington. Le fait qu'un individu soit venu mitrailler au fusil d'assaut et dans l'intention de tuer l'ambassade cubaine est le résultat direct de la politique agressive de l'administration étasunienne contre Cuba, mais aussi de sa tolérance envers les politiciens et les groupes extrémistes anticubains qui incitent à la violence et ont fait de ces attaques un mode de vie.

Nul n'ignore que les secteurs extrémistes anticubains ont obtenu une influence disproportionnée à la Maison-Blanche et que certains participent aujourd'hui, hélas, au contrôle de la politique étasunienne envers Cuba, ce que notre gouvernement a dénoncé sans ambages, opportunément et systématiquement.

Tels sont les faits entourant l'attaque et les causes profondes qui y ont conduit, de pair avec le refus de l'administration étasunienne de condamner et de dénoncer, et avec sa négligence criminelle, car elle a refusé de prendre en considération les nombreux renseignements dont elle a disposé au préalable et qui lui auraient permis d'empêcher cette attaque terroriste.

Je vous remercie.

Modérateur. Monsieur le ministre, la première question provient du Washington Post : êtes-vous satisfait de la façon dont la police locale a réagi après l'attaque ?

Bruno Rodríguez. J'ai dit dans ma conférence de presse antérieure et je viens de dire dans celle-ci ma reconnaissance envers l'action rapide et efficace, juste au moment des faits, de la police locale et des services secrets pour réduire l'agresseur.

Modérateur. La deuxième question provient du journal Granma. Vous avez expliqué que les autorités étasuniennes, y compris le département d'État, se taisent. Avez-vous reçu des réactions d'autres acteurs aux Etats-Unis ?

Bruno Rodríguez. De nombreux acteurs. Plusieurs sénateurs et représentants se sont adressés à notre ambassadeur, à notre ambassade, pour condamner l'attaque et pour exprimer leur solidarité face à un acte terroriste. De nombreux Etats-Uniens ont fait pareil ; des diplomates, des ambassadeurs accrédités à Washington aussi. Nous avons aussi reçu des messages de condamnation et d'encouragement de nombreux pays. Et je dois dire que de nombreux Cubains vivant dans différents pays, mais en particulier aux Etats-Unis, en Floride et à New Jersey, deux États où la communauté cubaine est nombreuse, se sont adressés à notre ambassade pour condamner cette attaque.

Modérateur. La question suivante provient de la chaîne 10 ABC, de Miami : Monsieur le ministre, vous avez dit dans un tweet : « Il incombe aux États de protéger les diplomates accrédités et leurs installations. » Mais les critiques du gouvernement cubain et des fonctionnaires de l'administration étasunienne ont dit que le gouvernement cubain n'avait pas protégé les diplomates étasuniens à La Havane. Quelles ressemblances ou quelles différences y a-t-il entre les deux incidents ?

Bruno Rodríguez. Je le confirme catégoriquement : il incombe à tout État de protéger l'intégrité, la dignité et le fonctionnement normal d'une mission diplomatique et du personnel diplomatique et de ses familles, ce que Cuba fait scrupuleusement.

Et les différences sont fondamentales. La première, c'est que le personnel diplomatique étasunien à La Havane n'a été en butte à aucune attaque, à aucune action délibérée. Je somme l'administration étasunienne ou le département d'État d'en présenter une seule information, une seule preuve un tant soit peu crédible ! Que la presse demande donc au Bureau fédéral d'investigation, dont les résultats de l'enquête qu'il a faite ici coïncident avec l'enquête cubaine : il n'y a eu ni attaque ni acte délibéré.

Deuxièmement, dès les premiers moments où une information a commencé à apparaître sur ce point, ou dans les premières heures où l'ambassade étasunienne est entrée en contact avec notre ministère, le gouvernement cubain au plus haut niveau s'est adressé à l'administration étasunienne, lui a offert sa pleine coopération, des informations, s'est dit prêt à recevoir des enquêteurs étasuniens et à satisfaire tous leurs besoins, dont la prise d'échantillons et leur envoi aux USA. Il a nommé une équipe d'experts du plus haut niveau international et a proposé de nombreuses actions de coopération, dont la coopération entre les équipes médicales des deux pays, ce que l'administration étasunienne a refusé ou interdit de faire.

Troisièmement, au sujet des prétendus incidents de santé des diplomates étasuniens à Cuba, il n'y a pas d'auteur, pas d'hypothèse, pas de preuve, pas d'arme. Ici, il y a un attaquant, un fusil AK-47, trente-deux douilles, trente-deux impacts de balle, et des déclarations faisant état d'une intention d'attaquer et de tuer.

Je rappelle que les documents légaux reconnaissent que l'attaquant a avoué que si un diplomate était sorti de l'ambassade, il lui aurait tiré dessus.

Mais il y a une autre différence significative, parmi d'autres. Cuba attend en ce moment les résultats de l'enquête de l'administration étasunienne, elle espère qu'il y aura une investigation exhaustive et que nous serons informés avec transparence de ses résultats. Elle espère aussi que l'administration étasunienne remplira son obligation d'adopter des mesures suffisantes pour empêcher que des faits de ce genre se produisent à l'avenir contre des diplomates ou des sièges diplomatiques de Cuba – ou de tout autre pays – aux Etats-Unis.

Le gouvernement cubain n'a pas brandi de menaces, n'a pas appliqué de mesures de blocus, n'a pas lancé de mises en garde à l'adresse des voyageurs, n'a pas expulsé le personnel étasunien de La

Havane, n'a pas démantelé son ambassade ou son consulat à Washington. En revanche, c'est bel et bien ce qu'a fait l'administration étasunienne contre Cuba, sans la moindre hypothèse, sans aucune information crédible, sans une seule preuve, sous prétexte de ces prétendus incidents de santé.

Je me suis rendu expressément à Washington pour rencontrer dans son bureau le secrétaire d'État, monsieur Tillerson, à qui j'ai fait part de nos préoccupations et de notre engagement d'accorder la plus complète sécurité, comme nous l'avons fait exemplairement pendant soixante ans, aux diplomates et aux délégations des Etats-Unis dans notre pays. Je n'oublierai jamais ce que m'a répondu Tillerson quand je l'ai invité à enquêter, à formuler des hypothèses, à chercher des preuves : il m'a dit que ça ne l'intéressait pas, qu'il lui suffisait qu'un prétendu fait se soit prétendument passé à Cuba pour en accuser le gouvernement cubain...

J'espère que monsieur Pompeo, que le département d'Etat et que l'administration étasunienne s'en tiendront à cette conduite.

Modérateur. La question suivante est de l'Associated Press : Monsieur le ministre, des médias des USA ont assuré que la personne qui a attaqué l'ambassade a des antécédents psychiatriques. Cuba a suggéré que la rhétorique agressive du président Trump encourage ce genre d'action. Puisque l'attaquant est un émigré, Cuba possède-t-elle des antécédents médicaux ou un dossier clinique de cette personne qui confirmeraient ou infirmeraient cette maladie ?

Bruno Rodríguez. J'ai dit que sa conduite avait été absolument normale durant les nombreuses années où il avait vécu à Cuba et à l'occasion de ses visites systématiques dans notre pays, ainsi que dans les différents consulats où il s'est rendu à l'étranger.

C'est pourquoi, et je le répète, il existe à mon avis une connexion impossible à dissimuler et à occulter avec la politique agressive de haine et d'incitation à la violence que poursuit l'administration étasunienne ; par ailleurs, des groupes de politiciens étasuniens, de tendance extrémiste, et des groupes d'origine cubaine ou d'autres avec des antécédents de violence ont engendré les conditions qui ont permis que cette attaque se produise.

Je vous invite aussi à demander à l'administration étasunienne ce qu'elle sait de ce qui se passe au Doral Jesus Worship Center.

Modérateur. La dernière question est de l'agence DPA : Monsieur le ministre, à la suite de l'attaque de l'ambassade, Cuba a convoqué la chargée d'affaires à La Havane et elle est entrée en contact avec le département d'État, sans obtenir aucune réaction de l'administration étasunienne. Quel sera le prochain pas diplomatique de Cuba ?

Bruno Rodríguez. Nous espérons que l'administration étasunienne respectera ses obligations découlant de traités internationaux. Nous appellerons à tous les instances du droit international. Sans des résultats évidents et appropriés, nous continuerons de la dénoncer. Bien entendu, nous continuerons de garantir absolument la sécurité de l'ambassade des Etats-Unis à La Havane, de ses diplomates et de tous les autres.

Nous avons l'espoir que l'administration étasunienne tentera au moins de faire coïncider sa rhétorique contre le terrorisme et sa politique de lutte contre le terrorisme international avec les responsabilités qui sont les siennes face à une attaque terroriste survenue en plein centre de Washington contre une mission diplomatique.

Je vous remercie tous.

Modérateur. Je vous remercie, monsieur le ministre.

Ainsi conclut la conférence de presse donnée depuis le ministère des Relations extérieures de la République de Cuba.

(CubaMINREX)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/222613-cuba-denonce-le-silence-complice-de-washington-au-sujet-de-lattaque-terroriste-contre-le-siege-de-lambassade-cubaine-aux-usa>



Radio Habana Cuba